

## [Texte]

The societies have received support from bodies such as the CRTC and the federal task force on broadcasting policy. The latter recommended in its report that the Broadcasting Act be amended to provide guarantees for aboriginal languages, similar to English and French; that there should be no further cut-backs to NNBP; and that funding should be provided to help with distribution problems, particularly in the north.

## • 1905

NACS members, despite the many regional differences they face, have found consensus on a number of issues relating to aboriginal communications. These issues and NACS' positions are discussed at length in the latter half of the position paper I have enclosed as exhibit 1. The societies feel that as an underlying principle there should be long-term financial and legislative guarantees for aboriginal communications, and such services should be extended to all regions of Canada.

The aboriginal peoples of Canada and their languages: in almost every region of the country, aboriginal languages are under serious attack from the influences of mainstream culture and media. Many aboriginal people have already lost their language, and some languages have died out completely. Others hang by a thread, with only a handful of elders, or in some cases one or two people, still speaking them. Even many isolated communities have found that increasingly the common language denominator is English or French. Current statistics from independent and government studies show that 53 aboriginal languages are in varying stages of atrophy.

The Philips report on aboriginal languages found that 3 languages have a good chance of survival; 8 languages are nearly extinct; language use in 29 others is sharply declining, and 13 more languages are in danger of loss; while nearly 50% of the elder age group, 65 years and older, use the aboriginal language at home, compared with under 20% of the young, 15 years or less, using an aboriginal language at home. Furthermore, the 1981 census shows that 5 of 10 of the on-reserve Indian population claimed an indigenous language as their mother tongue, while 2 in 10 of the off-reserve population lay claim to the same. Only about \$1 million in federal funds are directed at aboriginal language retention, as compared with \$488 million for French-language promotion, plus a small portion of the \$7 million cultural education budget of Indian and Northern Affairs.

Aboriginal people have been denied their language rights and do not have access to the fiscal resources or the legislative levers to enhance their language retention. Governments and aboriginal broadcasting agencies must channel efforts and resources into these priority targeted areas.

## [Traduction]

Les sociétés ont reçu l'encouragement d'organismes tels que le CRTC, ou le groupe de travail fédéral sur la politique de radiodiffusion. Celui-ci dans son rapport a notamment demandé que la loi sur la radiodiffusion soit remaniée afin que les langues autochtones y figurent au même titre que l'anglais et le français, que les crédits du programme d'accès des autochtones du Nord à la radiotélédiffusion ne soit pas réduit, et que des crédits soient prévus pour que nous puissions faire face aux difficultés de diffusion, et notamment dans le Nord.

Les membres de notre société nationale, en dépit de ces diversités régionales, ont réussi à s'entendre sur tout un éventail de questions concernant ces communications en milieu autochtone. Vous retrouverez le détail de ces questions, et les positions de notre société nationale, dans la deuxième partie du document que j'ai joint en annexe 1. Les sociétés aimeraient notamment que l'on prévoie un programme de financement à long terme, que les questions de communications en milieu autochtone fassent l'objet de garanties inscrites dans la loi, et que leurs services puissent être mis à la disposition de toutes les régions du Canada.

Les peuples autochtones du Canada et leur langues: dans la plupart des régions du pays l'influence de la culture dominante et des ses médias provoquent une grave régression des langues autochtones. Il est fréquent que certains groupes autochtones ne parlent plus la langue, et il arrive parfois que certaines de ces langues soient devenues des langues mortes. Dans d'autres cas, les choses ne tiennent qu'à un fil, c'est-à-dire que seule une poignée d'anciens—parfois un ou deux seulement—continuent à parler leur langue. Même dans certains coins reculés la langue véhiculaire est de plus en plus l'anglais ou le français. Les dernières statistiques, émanant d'études faites par des organismes privés ou publics, montrent que 53 de ces idiomes autochtones sont à divers degrés en voie de disparition.

Le rapport Philips sur les langues autochtones constate que 3 langues ont de bonnes chances de se maintenir; 8 sont près de disparaître; dans 29 autres cas l'usage de langue autochtone est en régression rapide, et dans 13 autres cas on s'achemine vers la disparition de cette langue; alors que 50 p. 100 des personnes âgées, c'est-à-dire de 65 ans et plus, parlent leur langue d'origine à la maison, il n'y en a plus que 20 p. 100 dans la classe d'âge des 15 ans et moins. Le recensement de 1981 montre que la moitié des Indiens des réserves savent une langue autochtone comme première langue, alors qu'il n'y en a plus qu'un cinquième lorsque l'on sort des réserves. Les crédits fédéraux destinés à la défense des langues autochtones ne dépassent pas le million de dollars, alors que la promotion du français a le droit à 488 millions de dollars, ce à quoi il faut ajouter quelques crédits du budget de 7 millions de dollars des Affaires indiennes et du Nord consacrés à l'éducation et à la culture.

Les droits linguistiques des autochtones n'ont donc pas été respectés, et ceux-ci n'ont toujours pas accès aux ressources budgétaires, ni au levier législatif qui leur permettrait d'améliorer leur situation linguistique. Il est donc important que les